

Veille sur le climat 25-27/12/2019

Emmanuel Macron et la financiarisation de l'écologie

Extrait. Emmanuel Macron avait annoncé son intention de « *verdir la Finance* » (sic). L'annonce du retrait à venir des États-Unis de l'Accord de Paris contre le réchauffement climatique lui en a fourni l'occasion. Bien avant que celui-ci soit effectif, il lançait à son homologue US son retentissant « *Make our planet great again !* ».

Rappelons l'enjeu de ce conflit qui n'a aucun rapport avec la communication à ce sujet. En 1997, le Protocole de Kyoto désigne cinq gaz à effet de serre. Il institue un Fonds d'adaptation géré par la Banque mondiale et un système de permis négociables. Il s'agit à la fois de limiter la production de ces gaz et de financer l'industrialisation des pays en voie de développement en leur permettant de vendre des permis négociables aux pays développés au prorata de leur émission totale de ces gaz. Bien décidé à ne pas verser un sous, le président Bill Clinton ratifie publiquement ce texte qu'il fait en sous-main rejeter à l'unanimité par le Sénat. Simultanément, il confie la création d'une bourse des permis négociables à son vice-président, Al Gore. Celui-ci en fait rédiger les statuts par un juriste inconnu à l'époque, Barack Obama. Compte tenu des montants à venir des permis négociables, les financiers US conserveront leur prééminence dans le monde [2]. Lorsque Barack Obama devient président des États-Unis, il fait valider ce dispositif par l'Accord de Paris en 2015. Au passage, quatre des gaz à effet de serre ont disparus, seul reste le dioxyde de carbone (CO₂?), dont l'impact supposé est pourtant minime. Mais celui-ci, lorsqu'il est produit par l'homme, vient de la consommation du charbon, du gaz et du pétrole, les « *sources d'énergie fossiles* ». La focalisation sur ce seul gaz devrait ouvrir de nouveaux marchés à l'industrie automobile déclinante, qui pour se régénérer passera à l'énergie électrique, sans pour autant porter atteinte à l'industrie pétrolière qui trouve de nouveaux débouchés dans les plastiques.

Emmanuel Macron conçoit alors une nouvelle taxe sur les carburants dont la mise en application déclenche le mouvement des « *Gilets jaunes* ». En quelques semaines, les Français prennent conscience d'un phénomène qu'ils observent sans réagir depuis près de trente ans : la globalisation de l'économie et de la finance détruit les classes moyennes en Occident [3]. Ne souhaitant pas remettre en cause l'ordre financier global, le président Macron est en panne.

(La classe politique française et les violations de la Constitution par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 24 décembre 2019)

Notes.

[2] « [1997-2010 : L'écologie financière](#) », par Thierry Meyssan, *Odnako* (Russie), *Réseau Voltaire*, 26 avril 2010.

[3] « [Comment l'Occident dévore ses enfants](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 4 décembre 2018.

Cela méritait bien un hommage royal.

La reine Elizabeth II salue le "sens du devoir" des jeunes pour le climat - Franceinfo 26 décembre 2019

La reine d'Angleterre Elizabeth II a rendu hommage, dans son allocution de Noël mercredi 25 décembre, à l'engagement des jeunes générations face à la crise climatique (...) qui ne cite toutefois pas le nom de Greta Thunberg. Franceinfo 26 décembre 2019

Ndlr - L'ordre protocolaire doit être respecté...

Ce ne serait plus qu'un « quasi-consensus scientifique », encore un petit effort et la vérité triomphera.

- Changement climatique : *"Personne ne peut dire avec certitude à quoi il est dû"*, dit Poutine - rtl.fr 19.12

Le président russe Vladimir Poutine a laissé entendre que l'activité humaine n'est pas la principale cause du réchauffement climatique.

Jeudi 19 décembre, lors de sa conférence de presse annuelle, le président russe a affirmé que *"personne ne peut dire avec certitude à quoi est dû le changement climatique"*. *"Nous savons que notre Terre a connu des périodes de réchauffement et de refroidissement et cela peut dépendre de processus dans l'univers"*, a-t-il ajouté.

Le dirigeant russe a remis en question le quasi-consensus scientifique sur la responsabilité humaine dans le phénomène du changement climatique. *"Un petit changement d'angle de rotation de la Terre autour du Soleil peut conduire - et a déjà mené dans le passé - la planète à des changements sérieux, colossaux de climat avec des conséquences dramatiques"*, a-t-il déclaré.

Vladimir Poutine a également jugé qu'*"évaluer l'influence que peut avoir l'humanité contemporaine" sur le climat est "très difficile, voire même pas possible"*. Il a cependant réaffirmé l'engagement de réduction des émissions de gaz à effet de serre de son pays et le respect de l'accord de Paris sur le climat. *"Ne rien faire n'est pas non plus une solution, et sur ce point je suis d'accord avec mes collègues (chefs d'Etat). Nous devons faire le maximum d'efforts pour que le climat ne change pas de manière dramatique"*, a-t-il dit. rtl.fr 19.12

RTL récidivait le lendemain.

- Réchauffement climatique : pourquoi Vladimir Poutine est-il *"climato-sceptique"* ? - rtl.fr 20.12

Plus de 97% des scientifiques depuis une quarantaine d'années expliquent que le réchauffement climatique est provoqué par l'Homme et ça se voit notamment grâce au rapport du GIEC. Ensuite, le fameux argument *"la Terre a connu des périodes chaudes et des périodes froides"* est vrai, mais la seule différence avec aujourd'hui, Vladimir, c'est l'accélération.

On voit clairement un réchauffement en progression depuis le début de l'ère industrielle milieu du XIXème siècle et encore plus au XXème siècle. La température a augmenté d'1 à 2 degrés, et vers 2100 il est prévu 7 degrés de plus. Mais qui fait ça ? Un *"processus dans l'univers"* ! Ça marche pour tout, le réchauffement climatique comme une dinde trop cuite à Noël.

Du climato-sceptisme politique

La question est de savoir pourquoi Vladimir Poutine continue à nier l'impact de l'Homme. Ils sont en fait trois chefs d'États à partager avoir cet avis. Outre le président russe, il y a Donald Trump, qui a longtemps pensé que ce réchauffement était la faute des Chinois, et le président brésilien Jair

Bolsonaro, dont le ministre des Affaires étrangères a déclaré que le réchauffement climatique était un complot marxiste.

Chez ces 3 hommes on retrouve un doute envers la science. Le réchauffement climatique est un phénomène face auquel ils sont impuissants, et surtout ce n'est pas très bon pour l'économie de leur pays. Par exemple, Poutine continue d'exploiter des hydrocarbures.

Cette déclaration de Vladimir Poutine arrive, comme par hasard, quelques semaines après que l'Union Européenne ait décidé de stopper le financement de projets liés aux énergies fossiles à partir de 2022, et notamment le gaz russe. Le fait que des chefs d'États doutent, ça donne des arguments aux climatosceptiques en général.

De moins en moins de climato-sceptiques

Le nombre de ces climatosceptiques reculent clairement, un sondage récent montrait que 80% des Français pensent que le réchauffement climatique est provoqué par l'Homme. Mais ceux qui restent sceptiques hurlent fort, se répandent sur Internet et publient moult vidéos. rtl.fr 20.12

Ndlr – Quel sondage ? Et dire que ceux qui ne rentrent pas dans le rang disposent encore de moyens pour s'exprimer librement, c'est une honte en démocratie, il faudrait les faire taire !

Là ils sont trop modestes ! Quand la communauté scientifique "ne sait vraiment rien".

Le pôle nord magnétique se déplace à une vitesse inédite, les chercheurs perplexes - sputniknews.com 18.12

Le pôle nord magnétique terrestre se déplace désormais à la vitesse sans précédent de plus de 50 kilomètres par an, et la communauté scientifique semble ne pas en connaître la cause, indique le Financial Times.

Selon le Centre National de l'Information Environnementale, depuis sa découverte en 1831, le pôle nord magnétique a parcouru près de 2.250 kilomètres.

Depuis les années 1990, il se déplace de près de 40 kilomètres par an en direction de la Sibérie. Or, au cours des dernières décennies, ce mouvement s'est accéléré pour atteindre près de 55 km par an, est-il précisé.

La position du pôle magnétique est liée aux mouvements du fer en fusion qui circule sous la croûte terrestre, pour autant les chercheurs peinent à comprendre cette accélération inédite. Ciaran Beggan, du British Geological Survey, reconnaît que la communauté scientifique «*ne sait vraiment rien sur les changements dans le phénomène à l'origine du mouvement*». sputniknews.com 18.12

Stratégie de la terreur.

Météo : quel temps va-t-il faire en France jusqu'à la fin du siècle ? - rtl.fr 25.12

Des scientifiques de Météo France ont présenté les scénarios de changement climatique en France jusqu'en 2100.

En métropole dans un horizon proche entre 2021 et 2050, les chercheurs projettent une hausse des températures moyennes entre 0,6 et 1,3 °C, une augmentation du nombre de jours de vagues de

chaleur en été (surtout dans le quart Sud-Est) ainsi qu'une diminution du nombre de jours anormalement froids en hiver sur l'ensemble de la France.

Puis, d'ici la fin du siècle entre 2071 et 2100, les tendances s'accroîtraient encore. Les scientifiques observent une forte hausse des températures moyennes pouvant atteindre de 2,6 °C à 5,3°C en été, des vagues de chaleur pouvant dépasser 20 jours dans le Sud-Est mais aussi la poursuite de la diminution des extrêmes froids

Les scénarios sont en effet alarmants : des épisodes de sécheresse plus nombreux sont à prévoir ainsi qu'un renforcement des précipitations extrêmes sur une large partie du territoire. rtl.fr 25.12

Soit vous vous soumettez à notre diktat, soit 90% de la population mondiale sera à la diète !

Le changement climatique bouleversera-t-il notre alimentation ? - France Inter 20 décembre 2019

La chronique "Detox" de Caroline Tourbe

Extrait. En pensant à l'augmentation des températures sur terre et en mer, à la modification du régime des pluies, au renversement des courants marins, à la migration des espèces marines, on imagine naturellement (Que son imagination est sous influence - Ndlr), que tous ces bouleversements vont finir d'une manière ou d'une autre par se voir dans le contenu de nos assiettes. ("D'une manière ou d'une autre", c'est acquis sans preuves, peu importe. -

Ndlr)

Ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Ces dernières années, une multitude d'articles scientifiques a permis de détailler les déséquilibres attendus (ou déjà en cours) dans les mers et sur terre ("Attendus", car pour les miracles il faut être patient ! - Ndlr). Mais ce qui reste très rare ce sont les études qui permettent de saisir les conséquences de tous ces petits changements dans la production alimentaire à l'échelle planétaire. (Les "études" sont très "rares", on ne sait rien ou presque, peu importe, on spéculer sur le pire scénario. - Ndlr)

Et tout d'un coup, le miracle s'est produit :

C'est tout l'intérêt d'une étude publiée à l'occasion de la COP25. En combinant des modèles climatiques avec des données mondiales sur la sécurité alimentaire, l'emploi et l'économie dans plus de deux cent quarante pays, des chercheurs internationaux ont mesuré l'effet du changement climatique sur les deux secteurs clés de l'alimentation : l'agriculture et la pêche. (Il n'existe que 198 pays reconnus par l'ONU dans le monde. - Ndlr)

Cette étude - pilotée par Joachim Claudet (chercheur au CNRS)- permet non seulement de mesurer l'évolution de la productivité de la pêche et de l'agriculture mais aussi les possibilités d'adaptation des différents pays du monde.

Résultat, si les températures augmentent en moyenne de 4,3°C d'ici la fin du siècle – (comme le prévoit le GIEC, si les émissions de gaz à effet de serre ne diminuent pas), les chercheurs estiment que plus de sept milliards de personnes seront affectées à la fois par une diminution des récoltes et des quantités de poissons pêchés, sans avoir vraiment le moyen d'y faire face. C'est à dire près de 90% de la population mondiale ! France Inter 20 décembre 2019

Ndlr - Même pas peur !

Ce n'est décidément pas donné à tout le monde d'avoir un cerveau.

- Dérèglement climatique : Cécile Duflot critique "*l'hypocrisie*" du président de la République et du gouvernement - francetvinfo.fr 26.12

Cécile Duflot, ancienne ministre et présidente d'Oxfam France, était invitée sur franceinfo jeudi 26 novembre.

Cécile Duflot, appelle ainsi à "*changer de modèle et à le faire bien plus vite*", estimant que la société est prête. Elle cite l'exemple de la conférence citoyenne sur le climat, lancée par le gouvernement. "*On a choisi un panel représentatif de la diversité sociale, politique, géographique de la France. Et ils deviennent tous écolos. Parce que je pense qu'aujourd'hui, il suffit de lire et d'avoir un cerveau pour devenir écologiste*".
francetvinfo.fr 26.12

Ndlr - Elle cautionne Macron et sa Conférence citoyenne sur le climat, elle méritait d'être présidente d'Oxfam France.

Quand « le soleil brille partout et le vent souffle partout », sur quelle planète vivent-ils ?

Le « *Green New Deal* » selon Rifkin - Les Echos 18 octobre 2019

Dans son dernier essai, le prospectiviste américain annonce la mort de la civilisation carbone...

Depuis deux décennies, l'économiste et prospectiviste américain prédit à longueur d'ouvrages que le solaire et l'éolien vont se généraliser, et que leur mariage avec les technologies numériques annonce une nouvelle révolution industrielle, marquée par une abondance de l'énergie, une distribution décentralisée des ressources et la création de nouveaux emplois plus « verts ». Autant d'idées présentes dans le concept de « *Green New Deal* », qui inspire aujourd'hui une partie des démocrates américains.

Rifkin - «Chaque localité dans le monde, peut espérer produire assez d'électricité pour être autosuffisant et résilient. Le soleil brille partout et le vent souffle partout. » Les Echos 18 octobre 2019

Ndlr - Il a oublié d'ajouter...mais pas toujours ! Ni à quel prix ! Ces démocrates américains sont bien mal inspirés ou alors ils ne sont pas vraiment démocrates, ceci explique sans doute cela.

Même le père Noël est mis à contribution.

- Le Père Noël écolo d'un spectacle scolaire provoque un tollé dans une ville canadienne - Le HuffPost 25 décembre 2019

Noël - Dans une petite ville pétrolière de l'Ouest canadien, suggérer lors d'un spectacle de fin d'année que le père Noël se déplace en traîneau électrique a provoqué un tollé et obligé une école à pré

Dans une petite ville pétrolière de l'Ouest canadien, suggérer lors d'un spectacle de fin d'année que le père Noël se déplace en traîneau électrique a provoqué un tollé et obligé une école à présenter ses excuses.

...une enquête menée en 2016 montrant que seulement 56 % des habitants de la région d'Oxbow croient au réchauffement climatique, contre 79 % au niveau national. Le HuffPost 25 décembre 2019

Bonne appétit !

- La viande imprimée en 3D, alternative éco-responsable – euronews 25 décembre 2019

Seriez-vous prêts à servir un steak imprimé en 3D pour votre prochain Noël ? En Espagne, l'un des principaux consommateurs de viande sur le continent, on a trouvé une alternative durable à la viande traditionnelle. Installé à Barcelone, l'Italien Giuseppe Scionti est parvenu à imprimer de la viande végétale en trois dimensions à partir de modèles sur Internet.

"C'est le premier produit qui a à la fois l'apparence en trois dimensions d'un morceau de viande, qui a le goût ainsi que la consistance fibreuse, une vraie alternative à la viande animale, explique l'ingénieur en biotechnologies," explique l'Italien. *"Le bétail a un impact plus fort sur l'environnement en termes de gaz à effet de serre que tous les transports combinés. La FAO estime que le bétail représente 14,5 % des gaz à effet de serre contre 13 % pour les transports."*

Le but de Giuseppe Scionti est de parvenir à une production à large échelle. Il travaille encore sur des goûts différents. Mais ses tout nouveaux steaks imprimés sont parfaits pour un repas éthique, sain et équilibré.

Les consommateurs en quête d'une alternative éco-responsable ont déjà commencé à changer leurs habitudes. Ces dernières années, les substituts à la viande ont augmenté de 451% sur le marché européen. euronews 25 décembre 2019

Après les ronds-points, inutiles et source de corruption, ils inventent les "îlots de fraîcheur".

Allergies, stress, maladies... La santé des habitants du sud-est de la France affectée par le changement climatique - Franceinfo 24 décembre 2019

Les experts redoutent une surmortalité mais aussi une augmentation des maladies cardiovasculaires, respiratoires et même des troubles mentaux liés aux fortes chaleurs. Face à cette nuée de menaces, les scientifiques du Grec proposent des mesures d'adaptation, comme l'aménagement "d'îlots de fraîcheur" en ville.

Des allergies toute l'année, de nouvelles maladies tropicales et un stress lié aux catastrophes naturelles à répétition. Dans les décennies à venir, le changement climatique va affecter durement la santé des habitants du sud-est de la France, prévoient des experts du Groupe régional d'experts sur le climat (Grec) dans un rapport (PDF) publié en novembre.

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur est "un 'hot spot' du changement climatique", rappelle le Grec. Selon les prévisions de ces experts, la sécheresse et la chaleur estivale augmenteront en durée et en intensité, les eaux souterraines et de surface diminueront de 20%, et les épisodes de pluies intenses se multiplieront dans les années à venir. Ces épisodes "méditerranéens", caractérisés par des précipitations extrêmes sur de courtes périodes, s'accompagnent de pertes humaines. A l'automne, ces pluies torrentielles causant souvent des inondations ont causé la mort de 13 personnes lors de deux épisodes distincts en deux semaines dans le sud-est de la France.

"Stress post-traumatique" et bactéries E. Coli

Les experts redoutent que ces catastrophes à répétition ne provoquent "un stress post-traumatique" chez les Méridionaux. Ce trouble apparaît chez la moitié des personnes exposées à des désastres naturels, et peuvent durer dans le temps. (...) La survenue de graves intempéries peut aussi activer ou réactiver d'autres maladies : troubles anxieux, dépressifs, ou addictifs.

La chaleur pourrait aussi provoquer, prédit le Grec, la prolifération de bactéries dans les canalisations avant la distribution de l'eau au robinet. D'autres bactéries envahiront la mer, comme E.Coli, qui provoque des gastro-entérites et autres infections, en raison de l'augmentation de la température de l'eau.

Davantage d'allergies et de moustiques tigres

Autre conséquence inattendue du changement climatique : l'augmentation des allergies. Car les pollens, auxquels 20% des adultes sont allergiques (presque deux fois plus qu'il y a vingt ans), profiteront aussi du réchauffement. La durée de la saison pollinique des graminées progresse déjà de 4,5% par an à Nice depuis 1989. Les urticacées aussi voient leur saison pollinique s'éterniser, à tel point, prédisent les experts, que l'allergie à la pariétaire, une plante vivace souvent accrochée à des rochers ou à de vieux murs, pourrait sévir toute l'année.

Les allergies aux acariens devraient elles aussi gagner du terrain : avec l'augmentation des températures, les moisissures proliféreront à l'extérieur comme à l'intérieur des logements. Des études ont montré une densité des acariens et allergènes acariens plus forte dans les villes où la température moyenne est la plus élevée.

Enfin, le réchauffement permet le développement d'"agents pathogènes", comme le moustique tigre, qui colonise déjà toute la région Paca à l'exception des zones montagneuses. Cet insecte pourrait augmenter sa période d'activité au cours de l'année. En 2019, pour la première fois en France, un foyer du virus tropical Zika, transmis par ce moustique, a été confirmé dans le Var, avec trois cas de maladie "autochtones". Franceinfo 24 décembre 2019

Commentaire d'un internaute.

- "La description du GREC correspond à la vie qu'ont plusieurs millions de Français à La Réunion, aux Antilles, en Polynésie et en Calédonie et ils survivent..."

Leur idéologie vole de plus en plus bas. Comment cautionner un racket. Mode d'emploi.

- La menace d'une pollution massive par les avions rend urgente la taxation des billets - Le HuffPost 24 décembre 2019

Par Jourdain Vaillant, expert associé à la Fondation Jean Jaurès, rédacteur du Pacte Finance-Climat 2020 réalisé dans le cadre de l'association Agir pour le climat (Fondation mal nommée après avoir adopté l'ultra libéralisme. - Ndlr)

Extraits.

Alors qu'à Madrid s'est achevée la COP25 –décevant à plus d'un titre, l'accord signé ne portant que sur des avancées minimales–, je souhaite reprendre la proposition de Lucas Chancel et Thomas Piketty d'une taxation progressive sur les billets d'avion. L'aviation étant une source importante d'émission de gaz à effet de serre, cette taxation permettrait de financer l'adaptation au changement climatique et participerait à la mise en place d'une transition juste.

La question d'une taxe écologique sur l'aviation se pose à tous les niveaux réglementaires, qu'ils soient nationaux, européens ou globaux.

Jusqu'à présent, aucun cadre réglementaire multilatéral n'a donné lieu à un signal-prix efficace

susceptible d'en atténuer l'attrait. Dans le même temps, l'adaptation au changement climatique souffre d'un déficit de financement. La création d'une taxe progressive sur les billets d'avion serait à la fois une source de financement pertinente pour l'adaptation au changement climatique et un vecteur de justice sociale.

Le financement de l'adaptation au changement climatique est insuffisant et les émissions du transport aérien connaissent une croissance exponentielle.

Le Fonds vert pour le climat (2010), principal instrument multilatéral de financement de l'adaptation au changement climatique, est insuffisamment financé par les pays développés. Malgré l'objectif de mobiliser 100 milliards de dollars par an à partir de 2020, la carence est loin d'être comblée. La dernière conférence de reconstitution du Fonds vert a permis de recueillir près de 10 milliards de dollars pour la période 2020-2023.

Dans le même temps, le volume du trafic aérien mondial double tous les 15 ans. Le transport aérien pourrait atteindre 8,2 milliards de passagers dans le monde en 2037, contre 4,1 milliards en 2017. Il est responsable de 5% du réchauffement climatique anthropique [Lee et al., 2009 - Aviation and global climate change in the 21st century.] Les émissions totales du transport aérien devraient au moins tripler d'ici 2050.[Lee, 2013 - The impact of the "2020 Carbon Neutral Goal" on aviation CO2 radiative forcing and temperature response.] Cette tendance n'est en rien conforme à l'Accord de Paris (2015). En tenant compte de la pollution par personne et par kilomètre, le transport aérien est considéré comme le moyen de transport le plus polluant.

Le secteur de l'aviation est exclu des mécanismes internationaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Les émissions du transport aérien international ne sont pas couvertes par le Protocole de Kyoto (1997) et l'Accord de Paris. En vertu de la Convention de Chicago (1944), le kérosène ne peut être soumis à une taxation internationale. Une telle taxe ne pourrait être introduite qu'aux niveaux nationaux. En 2016, l'Organisation de l'aviation civile internationale a certes mis en place un outil pour limiter l'impact climatique du secteur, le Système de compensation et de réduction des émissions de carbone dans l'aviation internationale (dit "CORSIA"). Fondé sur le volontarisme, le mécanisme qui en résulte semble incapable de compenser plus de 20% des émissions du secteur. [Transport & Environment, 2016 - "European and ICAO measures compared - How Europe's ETS and ICAO's global measure compare over 2021-2035."]

Étant donné la possibilité, peu probable, d'établir un consensus européen pour remodeler les dispositions multilatérales ou d'obtenir un accord unanime sur une disposition fiscale, des alternatives réalistes ne peuvent être que nationales. Celles-ci pourraient ainsi contribuer au financement de l'adaptation au changement climatique ou de l'atténuation de ses effets, et ouvrir la voie à une justice climatique.

...une approche fondée sur les émissions individuelles plutôt que sur les émissions nationales pourrait accroître le volume global de l'aide à l'adaptation au changement climatique. Deux économistes français, Lucas Chancel et Thomas Piketty, ont développé un instrument statistique capable de combiner inégalités de revenus et émissions de CO2. [Chancel, Piketty, 2015 - "*Carbon and inequality: from Kyoto to Paris*".] D'après leurs conclusions, 10% des individus les plus émetteurs sur Terre sont responsables de 45% des émissions mondiales. Les émissions mondiales sont donc concentrées dans les classes les plus aisées.

Une taxe sur les billets d'avion répond à la question "*Qui paie quoi?*" de la manière la plus équitable. Dans la logique de l'équité, il ne s'agit plus de baser le financement de l'adaptation au changement climatique sur la contribution des pays, mais plutôt sur la contribution des individus qui émettent le

plus.

Le transport aérien peut se démarquer comme un relativement bon marqueur de revenus élevés et de modes de vie fortement émetteurs de CO2. Il est généralement associé à un niveau de vie élevé -du moins au niveau mondial- et opère généralement une distinction entre les différents groupes de revenus ou groupes sociaux avec le système classe économique / première classe / classe affaires. (...) [Une telle taxe] atteindrait les personnes à revenu élevé et les grands émetteurs. Chancel, Piketty, 2015 - Carbone et inégalités: de Kyoto à Paris.

Augmenter le coût de chaque billet d'avion aiderait considérablement à financer l'adaptation au changement climatique. Selon les calculs de Chancel et Piketty, taxer tous les billets d'avion de première classe jusqu'à 180€ et tous les billets d'avion de classe économique jusqu'à 20€ générerait 150 milliards d'euros (170 milliards de dollars) chaque année au niveau mondial. (Qui doit financer le Green New Deal ? Vous avez la réponse. - Ndlr)

Il existe un précédent à cette initiative. Une taxe progressive de solidarité sur les billets d'avion a été instaurée après le Forum de Paris de 2005 sur l'efficacité de l'aide au développement. Initialement signée par 30 pays, la taxe a été mise en œuvre dans neuf d'entre eux. Son montant varie entre 1€ et 45€ par billet. Elle génère aujourd'hui 200 millions d'euros par an. Ses revenus financent des organisations internationales du domaine de la vaccination et de la lutte contre les épidémies. (200 millions d'euros par an qui atterrissent dans les poches des trusts pharmaceutiques, il fallait y penser ! - Ndlr)

Une fiscalité progressive sur les billets d'avion présente l'avantage de financer des fonds d'adaptation au changement climatique sans impliquer les populations les plus vulnérables. (Quelle générosité, elles sont trop pauvres pour prendre l'avion et subir ce racket ! - Ndlr)

Dans un scénario de mise en œuvre complète du scénario Chancel-Piketty, le surcoût important pourrait, il est vrai, entraîner la fermeture de petits aéroports. L'adaptation au changement climatique nécessite de profonds changements. Les revenus générés par cette taxe faciliteraient l'aboutissement de la transition entre de petits aéroports inutilement polluants vers de plus amples interconnexions ferroviaires souvent réclamées par les usagers du rail. (Après avoir liquidé les petites gares, les petits commerçants, de nombreuses écoles communales, maternités, services publics, c'est le tour des aéroports, et toujours pour la bonne cause. - Ndlr)

Ndlr - Ces sauvages veulent "*civiliser la menace*", le climat.

L'aviation est une utopie qui risque de se transformer en symptôme. Nous vivons une occasion cruciale de "*civiliser la menace*". Alors que ladite guerre contre le changement climatique se déroule sous nos latitudes, ceux qui comprennent qu'elle est d'abord un défi logistique prennent de l'avance. Ils seront en mesure de façonner un avenir durable.

Nous ne sommes pas égaux lorsqu'il s'agit de prendre l'avion. Il convient de vite en tirer des conséquences, tout en gardant en tête que la transition écologique ne peut décemment se faire sans justice sociale –qui pourrait en douter dorénavant? (Ne vous en faites pas, les pauvres vont le rester ! - Ndlr) Les prévisions indiquent que cette source d'émissions de gaz à effet de serre s'apprête à devenir massive. Nous avons la responsabilité de nous confronter à cette problématique de manière concertée. Une taxation progressive est une réponse simple et puissante.

L'aviation est en passe de devenir une source importante et croissante d'émissions de gaz à effet de serre.

Il n'y a pas d'obstacle juridique à une taxe progressive supportée par les clients des compagnies

aériennes. (Au moins cela présente l'avantage d'être clair ! Au passage, ils visent principalement les classes moyennes, mais pas seulement, lire plus loin. - Ndlr) Le HuffPost 24 décembre 2019

Le Monde 17 juin 2015 - Si l'on regarde les statistiques françaises, les émissions de CO2 de l'aérien représentent ainsi seulement 2,8 % des émissions des transports et 0,8 % des émissions totales de gaz à effet de serre en 2016. Ces faibles chiffres s'expliquent par le fait que seuls les trajets internes à la France sont comptés (outre-mer compris). Les transports aériens et maritimes internationaux ne sont en effet pas pris en compte dans les chiffres des conférences des Nations unies sur le climat.

Au niveau mondial, l'aérien représente en 2015 environ 11 % des émissions de CO2 des transports, soit 1,5 % des émissions totales de gaz à effet de serre. (Les transports émettent 17% du CO2 de nature anthropique à l'échelle mondiale, ramené à la France 11% de 17% cela rejoint les "1,5 % des émissions totales de gaz à effet de serre", soit une quantité insignifiante, qui divisée ou multipliée par deux le demeurera.. - Ndlr)

Aligner le transport aérien sur l'objectif de l'Accord de Paris devrait donc passer par une remise en cause des hausses du trafic (Source : L'avion émet 1.500 fois plus de CO2 que le train - Reporterre 15 mai 2019)

Les industriels mettent en avant les avancées : « *En soixante ans, les émissions des avions par passager ont été réduites de 80 %, dont 50 % sur les quinze dernières années* », a souligné jeudi Marwan Lahoud, président du Gifas et du groupe Airbus. « *On peut encore gratter 15 % par rapport à ce qui se fait de mieux actuellement* », renchérit Daniel Gaffié, de l'Onera (Office national d'études et de recherches aérospatiales).

Malgré ces avancées, les émissions de gaz à effet de serre de l'ensemble du secteur aérien français ont augmenté de 62 % entre 1990 et 2012 à cause de la hausse du trafic. Les innovations technologiques « *ne pourront pas contrebalancer une augmentation du trafic aérien telle qu'elle est envisagée* », tempère Célia Gautier, du Réseau action climat. « *Il faut mettre un prix sur la pollution et ça commence par un mécanisme de tarification des émissions de CO2.* » (Source : Quelles sont les véritables émissions de CO2 du trafic aérien ? - Le Monde 17 juin 2015)

Ndlr - Taxer les riches ? Pas vraiment.

Paul Chiambaretto, professeur associé de stratégie et marketing à Montpellier Business School et chercheur associé à l'école polytechnique, et présentée le 7 novembre lors d'un colloque organisé par l'Union des aéroports français (UAF)

- « *Une étude de la DGAC montre que 50% des voyageurs sont des CSP- ou des inactifs, alors que le cliché qu'a un Français moyen d'un passager aérien est quelqu'un de riche, qui voyage essentiellement pour son loisir et qui n'est donc pas obligé de voyager en avion, et qui n'est pas à 10, 15, 20 euros près. Résultat, le transport aérien est perçu comme un gros pollueur qui ne fait pas d'efforts et dont les clients particulièrement riches sont non seulement peu sensibles à des variations de prix, mais ont également un comportement peu vertueux. Il y a tous les ingrédients d'une stigmatisation organisationnelle d'un secteur contre lequel l'opinion publique va se retourner. Le transport aérien est un super bouc émissaire* », a-t-il déclaré. (...) Pour rappel, selon le Groupe interministériel d'experts intergouvernemental du climat (Giec), le transport aérien représente 2,5% des émissions de CO2 dans le monde.

Cette mauvaise perception s'ajoute, selon lui, à celle du passager aérien.

« *65% des Français surestiment l'impact négatif du transport aérien et la majorité sous-estime les*

efforts réalisés pour réduire les émissions de CO2 qui ont diminué de 25% par passager depuis quinze ans, explique le chercheur. 35% des gens qui ne travaillent pas dans ce secteur ne savent pas que les avions consomment entre 2 et 3 litres aux 100 kilomètres par passager, qui sont des niveaux inférieurs à ceux des voitures hybrides. Or, normalement, on vous applaudit quand vous avez une voiture hybride.» (Source : Aviation : la vérité sur les calculateurs de CO2 (Air France, GoodPlanet, DGAC...) - La Tribune 29.11.2019)

Transport

17% des émissions de CO2 globales par source d'activité

Transport routier

18% des émissions de CO2 globales par source d'activité en incluant l'électricité et l'énergie dans la source finale d'utilisation. Autres transports : 7%.

Transport

15% des émissions de tous les gaz à effet de serre en plus du CO2 (méthane, N2O et halocarbures) par secteur d'activité finale

Source : Emissions de CO2 mondiales par source d'activité - 27 mars 2008
<https://www.econologie.com/emissions-co2-mondiales-source-activite>

Pourquoi ne pas en faire du compost ? Serait-ce moins rentable ?

La Côte d'Ivoire va produire de l'électricité à partir des résidus du palmier et du cacao - franceinfo 26 décembre 2019

La construction de la plus grande centrale électrique d'Afrique de l'Ouest alimentée à partir de déchets agricoles va débuter à Aboisso, à 100 km à l'est d'Abidjan. Une deuxième centrale à biomasse, utilisant cette fois les déchets de la production de cacao, est en projet à Divo, au centre d'une des grandes régions cacaoyères.

A Aboisso, le combustible proviendra des résidus des palmiers (feuilles, troncs, etc.) issus de 39 000 hectares de plantations de palmiers à huile. L'énergie ainsi produite sera intégrée au réseau de la Côte d'Ivoire. Cette centrale à biomasse devrait répondre aux besoins en électricité de 1,7 million de personnes.

Les matières végétales et organiques ont l'avantage d'être gratuites, même s'il faut les collecter (ramassage) et les acheminer (camions) jusqu'à la centrale. Mais au total, cela émet beaucoup moins de CO2 qu'une centrale au charbon ou au pétrole.

Le coût total du projet, porté par la société Biovea Energie, est estimé à 180 millions d'euros. Il est soutenu par les membres du consortium EDF, Meridiam et Sifca (plantations) avec des financements de l'Agence française de développement (AFD). Et devrait créer près d'un millier d'emplois.

Cette énergie, considérée comme renouvelable, est encore très marginale en Côte d'Ivoire, où 85% de l'électricité proviennent de centrales thermiques. On en compte une soixantaine réparties dans tout le pays.

Une deuxième centrale à biomasse, utilisant cette fois les déchets de la production de cacao, est en

projet dans le centre du pays. L'étude technique de faisabilité a été financée à hauteur d'un million de dollars, par l'Agence américaine pour le commerce et le développement (USTDA).

Premier producteur de cacao au monde, la Côte d'Ivoire génère, chaque année, quelque 26 millions de tonnes de déchets issus de cette culture. Autant de cabosses ou de fèves défectueuses qui sont perdues, car incinérées le plus souvent à l'air libre.

A plein régime, cette centrale, située à Divo au cœur d'une des grandes régions cacaoyères, devrait permettre d'économiser 250 000 tonnes de CO2 par an. Son coût est évalué à 230 millions d'euros.

Ces deux centrales à biomasse vont permettre de valoriser ces déchets agricoles perdus et de répondre, en partie, aux besoins croissants en électricité de la Côte d'Ivoire. Un choix écologique, en raison d'un faible bilan carbone. Le Cameroun et l'Afrique du Sud ont également plusieurs projets dans ce domaine. Une voie à explorer pour l'Afrique. franceinfo 26 décembre 2019

A la louche, "entre 14% et 75%, selon les hypothèses".

- Madagascar : les lémuriens menacés par le réchauffement climatique - Franceinfo 24 décembre 2019

Au moins deux types de lémuriens du genre Varecia, espèces emblématiques de Madagascar menacées par la déforestation, pourraient voir plus de 90% de leur habitat disparaître d'ici 50 ans en intégrant les effets du réchauffement climatique, alerte une étude publiée le 23 décembre 2019 dans la revue Nature Climate Change.

Parmi ces espèces, une équipe de scientifiques a étudié l'habitat du vari noir et blanc et du vari roux (varecia variegata et varecia rubra de leurs noms scientifiques), toutes deux déjà classées en danger critique. Comme nombre d'autres lémuriens, 96% des espèces sont classées plus ou moins fortement menacées.

L'équipe scientifique a d'abord modélisé l'évolution de la couverture forestière, selon différents scénarios de déforestation - interdiction stricte ou non de toute coupe dans les zones protégées. Et ce alors que la Grande île a déjà perdu 44% de sa couverture forestière depuis les années 1950.

Les scientifiques ont également évalué l'impact du réchauffement climatique sur la forêt, là encore selon différents scénarios de poursuite des émissions de gaz à effet de serre. A partir de ces données, ils ont évalué les zones qui resteraient habitables par les varis, avec une hypothèse catastrophe où la combinaison des pires scénarios pourrait entraîner une chute dramatique de 95% des zones habitables d'ici 2070. La seule déforestation pourrait réduire leur habitat de 30% dans l'hypothèse d'une protection "stricte" de la forêt, ou du double si la protection est "relâchée". Les effets du changement climatique pourraient le réduire d'entre 14% et 75%, selon les hypothèses. Franceinfo 24 décembre 2019

La biodiversité, d'accord, mais la chaîne alimentaire on s'en moque.

- L'eau contaminée de Fukushima pourrait bien être rejetée dans le Pacifique - huffingtonpost.fr 24 décembre 2019

D'énormes quantités d'eaux contaminées sont toujours stockées dans l'enceinte de la centrale de Fukushima, ravagée par le tsunami de mars 2011.

Le rejet dans l'environnement (mer ou air) de l'eau contaminée de la centrale nucléaire de Fukushima

Daiichi est l'unique option restante après que les experts eurent exclu un stockage de longue durée, ont précisé ce mardi 24 décembre à l'AFP les autorités japonaises.

"L'option d'un simple stockage à long terme n'est plus envisagée", a déclaré à l'AFP un fonctionnaire d'Etat souhaitant garder l'anonymat.

Et de préciser que l'ambition du gouvernement est de faire place nette à Fukushima Daiichi: une fois les réacteurs démolis et le site nettoyé, il ne devra rien rester, donc pas de citernes d'eau contenant encore au moins du tritium.

Une quantité massive d'eau contaminée est stockée dans l'enceinte de ce site ravagé par le tsunami de mars 2011. Elle provient de la pluie, des nappes souterraines ou d'injections nécessaires pour refroidir les coeurs des réacteurs entrés en fusion.

Filtrée à plusieurs reprises, elle sera à terme débarrassée d'une grande quantité de radionucléides, sauf le tritium, considéré comme moins dangereux pour l'environnement et les êtres vivants.

Le stockage durable, que recommandaient des organisations écologistes comme Greenpeace, n'étant plus d'actualité, restent trois options jugées les plus faisables, d'un point de vue technique et économique: la dilution en mer, l'évaporation dans l'air ou une combinaison des deux.

Des experts, dont ceux de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), poussent depuis des années pour la dilution en mer. Mais ce n'est pas faisable pour le moment car, comme l'a reconnu la compagnie Tokyo Electric Power (Tepco), une grande partie de cette eau est encore lourdement chargée en éléments radioactifs dangereux pour la chaîne alimentaire.

Tepco estime cependant que les citernes seront pleines en 2022.

Une décision finale ne devrait pas être prise avant les jeux Olympiques de Tokyo à l'été 2020, compte tenu du risque diplomatique. huffingtonpost.fr 24 décembre 2019